



L'Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 15 sept 2010

## **Notre responsabilité: Faire encore mieux le 23 septembre**

Après le succès incontestable du 7 septembre, lancé dans l'unité d'action, les organisations syndicales ont une responsabilité importante. Nous ne sommes pas, en tout cas Force Ouvrière, dans ce que l'ineffable M. Minc appelle une chorégraphie orchestrée par des syndicats «admirablement responsables». En tout cas, nous n'avons pas la même définition de la responsabilité.

À partir du moment où le projet gouvernemental est indigeste, il ne faut pas l'avalier, il faut l'abandonner et tout mettre en œuvre pour y parvenir. Ce qui est le seul moyen pour obtenir une autre réforme.

C'est cela la responsabilité, aujourd'hui, des organisations syndicales.

Après discussions au cours de la réunion du 8 septembre entre les huit organisations syndicales, la date du 23 septembre a été retenue, selon les mêmes modalités que le 7 septembre. Il faut donc élever le 23 septembre au-dessus du 7 septembre, faire encore mieux.

Entre-temps, le 15 septembre, jour du vote à l'Assemblée nationale, diverses initiatives auront lieu au niveau local. Face à l'intransigeance gouvernementale et aux mesurettees annoncées, les pouvoirs publics se mettent eux-mêmes en situation d'affrontement ou de blocage.

Dès lors, l'unité d'action, nécessaire, appelle aussi de la détermination.

Une fois n'est pas coutume, citons Nicolas Sarkozy dans un livre paru à la veille des élections présidentielles :

« Si les Français ont voté non à la Constitution européenne alors qu'ils avaient voté oui à Maastricht, si 3 millions de Français sont descendus dans la rue pour dire non au CPE, s'il y a eu le 21 avril 2002, ce n'est pas parce que les Français n'ont rien compris au monde dans lequel ils vivent, c'est parce que ce qu'on leur fait vivre leur est devenu insupportable.»

C'est pareil quand près de 3 millions de manifestants ont défilé le 7 septembre. C'est même pire puisque depuis 2007, la crise est intervenue et que les injustices et inégalités se sont fortement développées.